L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 13 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN, 9 DÉCEMBRE.

LES CANDIDATURES RÉPUBLICAINES A PARIS.—On écrit de Paris le 27 novembre:

Le *République Française*, le *Journal des Débats*, l'*Événement*, le *Rappel* et le *Siècle* publient chacun, ce matin, une liste particulière des candidats qu'ils recommandent à leurs électeurs pour les élections municipales de dimanche prochain, à Paris.

Ces listes renferment beaucoup de noms qui leur sont communs, mais elles diffèrent sur quelques points. La *République Française* n'indique pas de candidats pour trois quartiers: la place Vendôme, les Champs-Elysées, la Madeleine.

Quant à la liste des *Débats*, elle laisse également en blanc un assez grand nombre de sections, surtout dans les arrondissements excentriques.

Les nuances qui distinguent ces listes sont marquées par les journaux eux-mêmes: la *République Française* déclare que les candidats "franchement républicains." (Elle répudie la dénomination de radicaux.)

Le *Xlxe Siècle* fait la distinction entre le républicain conservateur et le radical: il sacrifie le dernier au premier.

L'*Événement* n'admet pas les choix faits par certains comités, qui composent des candidats aux opinions passionnées, excessives, à des républicains modérés: il veut "se tenir en garde contre ce fanatisme intolérant qui voudrait ouvrir l'ère d'une réaction en sens inverse, en sacrifiant à l'ambition qu'aux candidats de radicalisme le plus avancé."

On remarque que la liste du *Rappel* n'est pas entièrement conforme à celle de la *République Française*.

Le *Temps*, du 1er décembre, résume ainsi les résultats de l'élection du 30 novembre:

Les élections municipales de Paris sont en majorité favorables au parti républicain avancé, qui paraît devoir compter environ 84 représentants dans le nouveau conseil. Le parti républicain modéré disposera de 20 voix, la droite de 9. Nous ne tenons pas compte du résultat des ballottages, qui sont au nombre de 14. Parmi les conseillers sortants, 44 sont réélus, 15 sont écartés, 5 sont ballottés, les 16 autres n'avaient pas posé leur candidature.

—L'un trouvaille du *Gaulois*:

Un chercheur intrépide, hôte assidu de la salle de lecture de la Bibliothèque nationale, vient de découvrir des lettres patentes signées de S. M. Louis-Philippe Ier, roi des Français et scellées du grand sceau de France, qui sont aujourd'hui bien connues, bien qu'elles aient fait dans leur temps beaucoup de bruit.

Ces lettres patentes, qui portent la date de 1836 et qui figurent au *Bulletin des lois*, instituent M. Thiers (Adolphe) baron, en récompense des éminents services rendus par lui à la monarchie.

Qu'on se le dise!

— M. Thiers a reçu la visite du prince héritier de Russie. Le czarewitch était accompagné du prince Orlof et s'est entretenu pendant près d'une heure avec l'ancien président de la république.

AVIS A NOS ADMINISTRATEURS.—Nous appelons l'attention de nos administrateurs sur ce qui suit:

Avez-vous une idée de ce que peut valoir la boue de Paris?

Pour les adjudicataires qui l'achètent en masse, la boue de Paris vaut près de 600,000 fr.; mais lorsque, après avoir séjourné dans les pourrisoirs, elle est vendue comme engrais de 15 à 5 fr. le mètre cube, son produit s'élève à environ *trois millions de francs*.

En 1825, la ville de Paris n'afferma et les boues qu'au prix de 35,000 fr.; en 1851, les adjudicataires les payèrent 165,000 fr.; et en 1875, le chiffre atteignit 500,000 francs.

Sur les bénéfices que les adjudicataires réalisent aujourd'hui, ils sont obligés de pourvoir aux frais du balayage des rues et du transport des immondices. Le personnel affecté à ce service, qui demeure sous la direction et la surveillance de l'autorité, est fixé par le cahier des charges et se compose de plusieurs milliers de personnes. (*Journal de Paris.*)

LA CATASTROPHE DU SAINT BERNARD.

Lundi, dans la matinée, le bruit se répandait à Sion qu'un affreux événement était survenu jeudi, des l'arbe, à quelques kilomètres du couvent du grand Saint-Bernard.

Cette rumeur était malheureusement vraie. Voici les renseignements que donne à ce sujet le *Journal de Genève*:

"Jeudi, 2 courant, à la pointe du jour, une caravane, composée de douze ouvriers italiens se rendant dans leur pays, quittait le hameau de Saint-Pierre et la cantine de Proz, où ils avaient passé la nuit, malgré le mauvais temps et l'état des chemins, pour franchir le col de la montagne ou s'arrêtent à l'hospice, selon les circonstances. Le ciel était couvert et il neigeait à flots.

"Parvenus au lieu dit la Montagne de la Pierre, à mi-distance entre le point de point de départ et la maison hospitalière, ils furent rejoints par deux religieux, précédé du matronnier, ou domestique du couvent, et d'un gros chien, qui, tous les ans de la règle du monastère, viennent à la rencontre des voyageurs.

"En ce moment, la tourmente redoublait d'intensité. Tout à coup, une trombe glacée, appelée *cocon*, dans le langage expressif des montagnards, se forme, tourbillonne dans ces lieux, et enlève la neige fraîchement tombée des parois des montagnes environnantes, enveloppa les voyageurs en mugissant.

"La première colonne, composée de cinq ouvriers italiens, des deux religieux, du matronnier et de l'animal conducteur, disparaît sous un linceul de neige de plusieurs mètres d'épaisseur, sans qu'aucune avalanche se soit détachée des cimes. Les sept autres qui suivent sont renversés du même souffle à une petite distance des premiers; la mort plane sur tous.

"Tout à coup les corps des sept dernières victimes enfouies sous la neige se remuent, des bras, des jambes se débarrassent des obstacles qui les pressent; la malheureux sont sauvés, et regagnent, contusionnés, l'endroit d'où ils sont partis, quelques heures auparavant, après s'être assurés de l'inutilité de leurs efforts pour sauver leurs camarades de la première colonne, dû tombeau où ils sont ensevelis, sans doute encore vivants à cette heure!

Agonie horrible! Cependant un des ensevelis est parvenu, par la force de l'instinct et l'énergie du désespoir, à dégager la glace qui l'accablait de son poids. C'est le caporal Contat, de Sembrancher. Il se trace, saignant, jusqu'à une demi-lieue du tombeau où il se sent resté enfermé plusieurs heures. Il atteint la première cabane appelée l'*Hopital*, et située sous un contrefort du Velan.

C'est là que le jeune et digne ecclésiastique fut retrouvé, le lendemain, presque inanimé, après vingt-sept heures de réclusion, passées sans nourriture ni secours aucun, par ses confrères du couvent accourus à la recherche des victimes de l'accident.

"Que s'était-il passé?... Le chien, le fidèle Turco, était parvenu, de son côté, à gratter la neige qui s'amoncelait sur son corps, et, délivré, avait regagné le gîte hospitalier. A la vue du vaillant animal, le dos meurtri, les chairs pendantes, les chanoines n'avaient éprouvé nulle incertitude sur la cause de sa mutilation. Ils avaient compris que deux autres religieux, deux conventuels partis la veille, et s'étaient dirigés sur le lieu du sinistre.

"Un cordial rendit un peu de force au seul survivant de la scène que je viens de raconter recueillie de sa bouche, mais ce fut qu'un éclair. L'avant-courreur de la fin. Une heure après, on rapportait au couvent le cadavre du chanoine Contat. Son collègue, originaire d'un village du canton d'Uri, ainsi que ses six autres compagnons enfouis sous le *cocon*, n'ont pu encore être découverts.

C'est, dit-on, l'accident le plus déplorable, et égalé au nombre des victimes, qui se soit produit au grand Saint-Bernard depuis l'année 1816.

Une correspondance adressée au *Gaulois* se termine ainsi:

"Au moment où l'un des moines essayait de ranimer le malheureux frère Contat, celui-ci expirait en murmurant quelques paroles de prière. Le corps, raidi par le froid avant la mort, a été rapporté à l'hospice, où l'on enterrait le lendemain, avec une résignation sublime, ce martyr du dévouement chrétien. Hélas! un seul religieux, un de domestiques, les autres italiens n'ont été retrouvés encore! Laissez-moi vous dire que dans notre pays on voudrait vous raconter dans toute l'Europe que ces courageux moines sont de bien jaunes admirables, et qu'on ne saurait jamais reconnaître tous les faits de dévouement de ces braves gens qui meurent pour leurs semblables avec tant d'abnégation."

LE TYPHON A MACAO, HUIT MILLE VICTIMES.—Le *Temps*, dans sa correspondance de l'Inde-Chine, évalue à *huit mille* le nombre des victimes faites par le typhon de Macao.

Les dommages éprouvés par les propriétaires sont bien plus grands qu'on ne l'avait supposé tout d'abord, et des personnes compétentes les évaluent à 25 millions de francs pour Hong-Kong seulement. Dans les typhons ordinaires, le Chinois, au moyen merveilleux instinct fait pressentir l'approche des tempêtes, sait placer en lieu sûr sa jonque ou son sampan. Cette fois, pourtant, ils s'étaient abrités et dans les baies les plus couvertes. Un témoin oculaire, officier d'un navire, s'est jouques environ, tous se croyant en sûreté, se heurter effroyable, semblant ensemble et reparaître chées mêmes comme des allumettes.

La misère qui règne en ce moment à Hong-Kong et à Macao est indescriptible, puisse décider à avoir rien perdu, et la majorité des Chinois et des Macaïstes est ruinée. Une des principales causes de cette épouvantable calamité avec tous les êtres vivants qui s'abritaient dans la baie, est celle de laisser la destinée d'un nombre considérable de parents et d'amis. Mal ne leur dira jamais ce qu'ils sont devenus. Quelques-uns sont les noms des passagers que la *Victoria* renferme dans les cimetières européens sous vingt-pieds d'eau! Chacun est sûrement de la revoir, et chacun tremble de l'apprendre. C'est pour cela sans doute que vingt jours après la catastrophe, le gouverneur de Hong-Kong n'a pu prendre sur lui d'ordonner les recherches dans les profondeurs du bâtiment submergé.

Taxes des Licences Municipales pour 1875.

Nous résumons, pour l'information de nos lecteurs, le projet d'ordonnance sur les Licences à payer pour l'année 1875:

Banques, $1'000; banques ne recevant pas de dépôts, audit par tête d'associé; prêteurs sur gages, par tête $250; vente ou achat d'espèces ou valeurs, par tête $500; courtiers de change, argent, valeurs ou assurances, $100; bureau ou agence d'assurance contre l'incendie, $250; do., maritime, $500; do., de rivière, $500, les compagnies mixtes devant payer pour chaque branche; compagnie ou agence d'assurance sur la vie, $500; inspecteurs d'assurance, $25; compagnie ou entreprise de transport, $100; imprimeries, $25; graveurs, lithographes, $25; journaux quotidiens, $50 par associé; théâtres, &c., $250; troupes nomades, $10 par jour pour 10 jours et $5 par jour additionnel; musées, $200; jeunes d'instruments, $5; machines électriques, $10; propriétaires de courses, $500; cockpits, $300; hôtels $150 par association; pension privée où l'on vend des liqueurs fermentées ou spiritueuses $100 par associé; logements garnis, $25 par associé; tout endroit mal famé ouvert au public et où l'on vend des liquides, $250. de légumes $5.

Maison de commerce en gros $100 par associé; maison de commerce de détail, $50 par associé; épiceries en gros ou en détail ne vendant que des liqueurs à la bouteille $100; restaurant, $100, le tout par tête d'associé.

Stalle ou place aux courses, fair grounds, pique-niques, &c., pour débits de liqueurs, $5 pour jeux ou débit de liqueurs, $2 50; stalle aux marchés pour débit de café, thé, chocolat, différents cafés, éventaires de tartines sur la levée, pour fruits, etc., $10.

Presse à coton, $150 par associé; coton gin, $100; piqueuse de coton, $100; hangars à coton, $500, le tout par associé.

Stalle pour débits de tabac et cigares, $10; fazies ou plombier, $15 'marchands-tailleurs, $20; tailleurs, $10; matelassiers, $10, le tout par associé.

Commerces ou des liqueurs sont vendues à la bouteille, $50, au verre, $100, débits de glaces, soda, café, thé, gateaux, $10, aussi par associé.

Agence et courtage de navires, $100, maison d'encan, $100, hôpitaux particuliers, $50, par associé.

Rameurs de marins, coureurs d'hôtels et de bateaux, $25, fabricants de voiles, $10, charpentiers ou constructeurs de navires, calfats, tonneliers, fabricants de pompes et d'agrès, $10, chacun.

Brins publics, $15, agence de journaux, l'annonces de cartes ou de publications, $10, agents de billets ou de fret de chemins de fer, $50, par associé.

Loterie par compagnie $2,500,; toute agence de loterie, à payer par le principal ou l'agent, $50.

Courtage de produits ou marchandises et de propriétés, $50, chaque; peseurs ou mesureurs, $30; peseurs ou bouteilles de liquides, $50, chacun.

Rafineries $300; entrepôts $75; salles de billards $100; allées de 10 quilles, $50; galerie de tir, $25; scierie, fabrique de planches, chassis ou persiennes $50 par associé.

Remorqueurs ou bateaux à *vis* dans les canaux de la Nouvelle Orléans $50; chantier de réparation ou dry dock, $50; dry dock avec ou sans chantier $300 par propriétaire.

Entreprises d'enterrements $100 par associé; agents de bateaux $50; colporteurs ou vendeurs de bijoux faux ou de vêtements et étoffes $50; colporteurs de mercerie, coutellerie, candi, cigares, images, $10.

Entrepreneurs de bâtisse ou de travaux ou sous-entrepreneurs $25; pharmaciens $5; architectes $25; peintres, vitriers, charpentiers, fabricants de citernes $10.

Fonderie de fer et fabrique de machines $150; fonderie de cuivre et fabrique de machines et modèles $50; ferblantier $25; fabrique de machines sans fonderie $25; fabrique de modèles sans fonderie $15; atelier de réparation pour le fer $25. Boutique de serrurier, d'armurier, de forgeron $10 par associé.

Loterie, $300 par associé; débit d'huitres $10, vente d'huitres en gros $50, vente d'huitres cuites $25, bureau de placement $25, vétérinaires, policiers $10; propriétaires de salles pour concerts, bals, réunions $100; toute personne donnant un bal, concert ou une réunion dans un but de profit paiera chaque fois $10.

Toute personne faisant métier d'acheter ou de vendre des animaux devra être munie d'une licence et payer $100, sous peine de $100 d'amende, et en cas de non-paiement immédiat, d'un mois de prison.

Salon de barbe $10, boulangerie $10, boucher $10, vidangeur $5, blanchisserie $10.

Agents de réclamations, collecteurs, courtiers de dettes $25.

Agence commerciale de renseignements $250.

Toute personne ayant des prélarts, charrettes ou des bicoques à louer $25.

Toute personne vendant sur ordre ou échantillon $75.

Galeries photographiques $25. Arlequeurs $40. Marchés particuliers $200. Etalut de volailles, gibier, légumes, ailleurs qu'au marché $10.

Clinique abattoir $500.

Toute personne trafiquant au Bazar du marché $10. Débitants de fruits ou de poissons seulement dans un marché $10, Avocats, notaires, agents, chirurgiens, dentistes, sages-femmes, $20.

Cafés, buvettes, cabarets, etc., $100. Cafés avec musique instrumentale $200; do avec musique instrumentale et vocale $300; avec représentations théâtrales $1000.

Magasins, vélocipédromes, cercles à patinage $50.

Toute personne qui exercera plus d'une profession ou métier paiera la licence prévue pour chacune.

Toute infraction ou métier non énuméré à 0.

Tout wagon d'express ou de transport à un cheval, à deux chevaux ou plus $50; tout chariot à un cheval $15; à deux chevaux $25; plus $25; diables à grandes roues $25; charrettes à 4 roues et à ressorts à un cheval $10, à deux chevaux $15; charrette à bière $15. Tout conducteur d'un véhicule énuméré ci-dessus $10.

Charrette de jardinier $5 par an, charretier ou charretière de laitier $10. Charrette à bras $2 par an.

Voiture de louage $10, cocher de voiture à louer ne stationnant pas sur la voie publique, à un cheval $5 00, à deux chevaux ou plus $10; cocher de voiture à louer stationnant sur la voie publique, à un cheval $10, à deux chevaux ou plus $20.

Tout propriétaire ou cocher d'omnibus ou voiture à passager $50, le propriétaire ou conducteur de tout char employé pour transporter les passagers sur un chemin de fer urbain $10.

Ecurie $50.

L'ordonnance répète les anciennes prescriptions sur la tenue, le numérotage et l'éclairage des voitures. La section 70 est ainsi conçue:

Sec. 70. Toutes les licences imposées par cette ordonnance sont pour l'année finissant le 31 décembre 1875. L'émission de licences de six mois, à partir de juillet 1875, est autorisée.

Les licences ne sont pas transférables. L'ordonnance répète les anciennes prescriptions relatives au non paiement des licences, aux pénalités, à la non responsabilité de la ville. Nous regrettons que le Conseil n'ait pas eu le temps de refaire toute cette partie de l'ordonnance qui renferme beaucoup de choses erronées sur les droits respectifs des citoyens et des autorités municipales, mais nous espérons que la Législature en finira avec le système des licences et que celles de 1875 seront les dernières que les contribuables auront à payer.

Message du maire Leeds.

Messieurs du Conseil de ville:

Chipiss par nos concitoyens pour administrer les affaires de cette ville, nous en prenons le contrôle dans des circonstances on ne peut plus embarrassantes. Cette communauté, autrefois si prospère, a, par des années de mauvais gouvernement et d'oppression, été amenée sur l'abîme de la banqueroute. La propriété foncière est presque sans valeur réalisable, le commerce décline, les intérêts manufacturiers et industriels sont paralysés et toutes les classes succombent sous le poids de la dette publique.

L'intérêt de la dette publique et les dépenses courantes pour le soutien du gouvernement sont plus que le peuple ne peut payer, et la taxation équivaut maintenant à la confiscation actuelle de la propriété des citoyens. L'espérance du public attend de nous un soulagement immédiat, et la détresse de la population exige la réduction des fardeaux publics. Il faut que la taxation soit abaissée au plus bas taux possible pour ramener notre ancienne prospérité et sauver la ville de la ruine qui la menace. Je sais que, sous l'empire des lois existantes, qui ont enlevé en grande partie au Conseil le contrôle des affaires de la ville, il sera difficile, sinon impossible, d'opérer une réduction des taxes suffisante pour donner au public le soulagement dont il a besoin.

C'est là notre devoir de nous adresser à la Législature pour l'adoption de la législation que demande la nature de la situation. La taxe du parc doit être abolie; la taxe d'école doit être supprimée ou l'administration des écoles publiques rendues à la ville, avec le contrôle des dépenses; la police doit être placée entre les mains du gouvernement de la ville, et les dépenses diminuées, de drainage et de cour doivent être réglées par le Conseil. En fait, toutes les taxes imposant des dépenses d'argent à la ville sans le consentement de ses administrateurs doivent être rapportées.

Comptant que la Législature qui doit bientôt se réunir nous accordera l'aide demandée, je conseille, en attendant, de ne lever sur nos constituants aucune taxe injuste ou inopportune.

L'intérêt de la dette publique est maintenant si lourd qu'une taxe suffisante pour y faire face ainsi qu'aux dépenses courantes du gouvernement de la ville (même si celles-ci étaient réduites au plus bas chiffre possible) jointe à la taxe actuelle d'Etat, ne peut être collectée sans ruiner pour les citoyens et sans la destruction qui leur suivrait de la prospérité de la ville, attendu que ces taxes, dans mon opinion, dépasseront le montant du revenu net de la propriété imposée. Si on lève une taxe qui dépasse le revenu des citoyens, il faut qu'une partie du capital soit prise pour couvrir le déficit. Ceci diminuerait la production et ferait décroître la valeur de la propriété. Le capital, toujours timide, sera retiré pour être placé ailleurs et la population sera éloignée jusqu'à ce qu'il ne reste aux propriétaires et aux créanciers publics apathiques que des maisons et des entrepôts vides et des résidences désertes.

Il est évident qu'un point où nous sommes arrivés sur le chemin de la ruine, il est également de l'intérêt des citoyens et du créancier public d'aviser à quelque mode équitable d'alléger les fardeaux publics. Je recommande vivement ce sujet à votre attention.

Tandis que nous sommes ainsi rongés par la détresse de notre population de demander un soulagement aux créanciers publics, il convient que nous inaugurions un système de stricte économie dans chaque département. Tout emploi inutile devra être aboli, les salaires devront être réduits au point le plus bas que le permettra l'efficacité du service et tous les achats faits aux taux les plus bas possibles.

Dans ce but, je conseille la réorganisation de tous les départements de façon à réduire les dépenses. Tous les travaux qui ne sont pas d'une nécessité immédiate doivent être entièrement discontinués ou suspendus jusqu'à ce que la ville soit en état de les payer. Afin, néanmoins, d'opérer une réduction sensible dans les taxes, on devra le coût des achats pour la ville, en vertu au paiement au comptant sera nécessaire, et nous devrons diriger tous nos efforts vers ce résultat.

En ce qui regarde la collection des taxes arriérées, je conseille une sage discrétion. Tandis qu'il peut y avoir beaucoup de contribuables qui sont à même de payer ces taxes, il y en a un bien plus grand nombre qui ne les ont pas payées parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. Si la taxation avait été juste et équitable, si le taux avait été modéré sur un assessement loyal, un prompt paiement devrait être demandé à tout risque; mais la taxe, comme on le sait bien, est si excessive qu'elle équivaut, dans beaucoup de cas, à une confiscation absolue, et il n'est que juste d'accorder l'indulgence que l'intérêt public justifiera lorsqu'il y aura impuissance à payer.

L'assessement des propriétés doit être fait sur la valeur réelle au comptant au moment de l'assessement. La mesure de la valeur doit être le prix pour lequel une propriété peut être vendue et non ce qu'elle peut avoir coûté. Il faut avoir soin d'assesser toutes les propriétés à la même valeur relative aussi approximativement que possible. Il ne devrait y avoir qu'un seul bureau d'assesseurs pour la ville et l'Etat. On évitera par là de grandes dépenses et on obtiendra plus d'uniformité. Une loi sera nécessaire pour atteindre ce résultat.

En ce qui concerne les licences, je conseillerai l'abandon de cette taxe sur toutes les professions d'une nature utile aussitôt que, dans votre opinion, les exigences publiques permettront un changement dans le système de revenu actuellement existant.

Je soumets à votre considération le point de savoir s'il ne serait pas de l'intérêt de la ville de louer ou de vendre les quais et les Waterworks (avec les restrictions convenables), en limitant les redevances de quai et d'eau et en pourvoyant à l'extension de l'approvisionnement d'eau aux portions de la ville non encore pourvues.

Il y a actuellement six recorders et leurs cours, ce qui entraîne une forte dépense. Ce nombre pourrait sans détriment pour l'intérêt public, être réduit à deux ou trois cours, et la législation nécessaire à cet effet devrait être demandée.

Deux sortes de fonctions vous sont imposées par la charte de la ville—des fonctions administratives et des fonctions législatives. Il y a une tendance à laisser absorber les secondes par les premières, de façon à rendre, dans la pratique, chaque administrateur, dans son département, indépendant du contrôle des collègues. Il faut éviter cela. Chacun doit se regarder, à un certain point, comme responsable de l'administration convenable des affaires de tous les départements, et le Conseil comme corps doit décider de toutes les affaires importantes, surtout des dépenses, comme si les devoirs administratifs étaient remplis par ceux qui ne sont pas membres du Conseil. Tous les sujets d'administration doivent être débattus en séance publique du Conseil et on doit éviter les réunions secrètes en comité général. Nos constituants ont le droit de connaître les raisons qui ont déterminé leurs représentants dans leur législation.

J'appelle votre attention sur une vente qui doit être faite dans quelques jours et qui disposera du droit de la ville à la batture et aux accrétions à venir. Il sera bon de vérifier immédiatement quels sont les droits de la ville dans cette affaire, attendu qu'une mesure immédiate sera nécessaire si vous jugez convenable de préserver ce droit.

Comptant pleinement sur le bon vouloir et sur l'appui cordial de nos constituants, entrons dans l'accomplissement de notre tâche avec la résolution de surmonter les difficultés de la situation, en reconnaissant le fait que bien que nous puissions être hors d'état d'apporter le soulagement attendu à nos concitoyens surchargés, beaucoup peut être fait pour alléger leur condition par une administration honnête, énergique et économique de leurs affaires.

En terminant, messieurs, je vous demanderai votre bienveillante assistance dans la position difficile à laquelle j'ai été appelé par le choix de mes concitoyens.

H. J. LEEDS, Maire,
Nlle-Orléans, 30 novembre 1874.

L'Un'on Française.

BUREAUX, RUE ST-LOUIS, No. 9.

Le public est informé que l'Union Française tient à sa disposition des cultivateurs, artisans et ouvriers en tous genres. Des livres sont ouverts pour recevoir les demandes des travailleurs et celles des personnes désirant les employer. Le cours d'une place gratuit a lieu au siège de la société les Lundi, Mercredi, Vendredi soir à 7 heures.

Président,
L. BRETON.

11 juin—1an

Consultations tous les jours,

Rue Broad, près St-Philippe.

AYANT abandonné le journalisme, j'ai repris l'exercice de ma profession de médecin. Ceux qui désirent, m'adresser à l'adresse ci-dessus, depuis le 1er DÉCEMBRE, me trouveront à la salle accompagnée d'une petite pharmacie pour mes clients. J'y ai adapté les plus récentes découvertes spéciales, dues à mes recherches, en vue de la guérison sans danger aucun pour l'avenir, de certaines maladies qui, jusqu'à présent, généralement, n'ont pu être compromettant la santé future, souvent pour toute la vie.

NOTA: Je n'emploie jamais le mercure dans mes traitements. Mon âge, ayant passé, m'a une longue expérience, que ces remèdes n'étant pas assimilables, ne doivent pas être—rationnellement—introduits dans le système. Mes traitements sont gratuits pour les personnes pauvres.

ZINOVEY,
Dr. C. TESTUT.

Aux personnes qui souffrent de rhumatismes

Le grand nombre de personnes qui souffrent de cet affreux mal m'engage à offrir au public mon "ANTI RHUMATIC MIXTURE" comme un remède infaillible pour soulager les rhumatismes en général. Ce mélange pour le traitement—qui seul soulage instantanément et, le plus souvent, guérit.

J'ai guéri, depuis quinze ans, les milliers de personnes souffrant de ce mal dans la Nlle-Orléans, grâce à l'emploi de ce remède merveilleux et, ce qu'il y a de surprenant, une seule bouteille a suffi pour guérir ces rhumatismes. Le "MIXTURE" ne guérit que les rhumatismes et, si après la première bouteille le malade n'a pas trouvé la santé, c'est qu'il n'a pas de rhumatismes. C'est la première fois que cette partie de mon découverte au public et, cependant, depuis quinze ans je n'ai eu que des succès. J'espère que les malades profiteront de mon remède et viendront plaider leurs causes à ceux des personnes qui lui doivent leur délivrance.

M. Jurisiewicz a en sa possession des certificats de certificats de guérison que lui ont fournis les personnes qu'il a traitées, et qu'il montrera à quiconque le désirera.

A vendre par
W. L. JURGIELEWICZ,
Pharmacien et Docteur, coin des rue Magazine et Tonlin, Nlle Orléans, Lou.

2nov—1an

MORRISON & WOODWARD
Fabricants, Agents et Négociants-Commissionnaires

SEULS agents pour la vente des célèbres et économiques Machine pour les fainéiers; de l'Asbestos Composition pour les toits plats; 6 à 8 Saint-Charles, au Centre Plant, &c.; agents pour la vente de du Silver Utensil Soapstone, de P. L. Mallonnet.—Bureau et dépôt, No 1 de la rue des Magasins. 1er avril—1an

AVIS.

LES personnes intéressées, que les documents, ayant rapport à la succession de feu Jean Bte. Prieur, Savings & Trust Co. en Place quelconque de Nouvelle-Orléans, sont priées de les adresser avec preuves à l'appui au bureau de la Compagnie, No 1207 avenue Pennsylvania, Washington. District de Columbia.

Pour les déposants, leur livrets portant un numéro inférieur à 1000 seront payés sur présentation desdits livrets, sans autre preuve additionnelle pour établir leurs droits. Il est donc de leur intérêt de présenter, sans délai, aux succursales de leur banque, leurs livrets pour être immédiatement payés.

JOSEPH A. CHALKLEY,
ROBERT PURVIS,
R. R. T. LEIPOLD,
Commissionnaires.

Samedi au 2 lv. 76

BARNETT & CAMMACK,
COMMISSIONNAIRES,
19..... RUE CARONDELET 19
Achètent et vendent:
BONDS, ACTIONS, GAGES,
Valeurs de Ville et d'Etat.
Argent prêté sur garantie.

Traites et Licences réglées promptement à un commerce libéral.

Négociations d'hypothèques. 9fé—1an

SPECTACLES, BALS, &c.

Théâtre de l'Opéra,
Remise de
GRAND GALA,
La troupe jouera tous les soirs,
Brillantes représentations.
Pour les détails, voir les petites affiches.
Dimanche, 20 Décembre,
La célèbre comédien, M. F. S. CHANFRAU, dans son grand drame de
MYSTIC ARKANSAS TRAVELLER.
16 déc—1

Central Park.
CHAMBRE OBSCURE.
Ce merveilleux tableau est exposé au coin des rues Canal et Basson.
Le "New Yorker Leslie," dimit, le 30 juillet: l'une des merveilles de New-York et le "Central Park" et la merveille du Central Park est la Chambre Obscure. Il offre un spectacle étonnant.
On peut la voir de 8 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.
1er déc—1m

SOIREE D'OUVERTURE
De la Salle Saint-Patrick,
UN GRAND CONCERT
Sera donné par les Dames de la Société de la Nouvelle-Orléans, en faveur de ses malades.
MERCREDI soir, 29 DECEMBRE 1874,
A la nouvelle salle St. Patrick.
On s'est assuré les services des premiers artistes de la ville et le Concert considéré comme Inauguration du magnifique édifice, comme moyen de secourir les centaines de petite orphelins de l'Asile St. Vincent, fait époque dans les annales de la Nouvelle-Orléans.
Le prix du billet est d'UNE PIASTRE.

Dames Patronnesses:

Mmes Lelioux,	Mmes Stauffer,
" Montgomery,	" Tilton,
" Point Eitzig,	" David Urquhart,
" Mittenberger,	" Ham,
" Macready,	" Dunning,
" Lachaise,	" T. Semmes,
" J. Roe jr.,	" Penn,
" Victor Meyer,	" Poeh,
" W. Morton,	" Fetter,
" Oliver,	" Preston,
" Cenas,	" Miss Henderson,
" Dr. Barthelot,	" Thos. Gilmore,
" T. J. Semmes,	" W. R. Pike,
Mr. Collignon.	12 déc—1m la Salle.

Grand Bal Paré et Travesti,
DONNÉ PAR LA
SOCIETÉ CULINAIRE,
A LA SALLE GRUNEWALD,
LE SAMEDI, 23 JANVIER 1875.
DIRECTEURS:

J. Maury,	A. Hauser,	A. Jerry,
L. Regnitzz	E. Gadol	J. Dubos
	Auto-se Alciator,	N. Maste.

On trouvera des cartes pour messieurs et des invitations pour dames chez M. N. Bastian, du Canal, et chez M. J. Dedieu, à l'encoignure des rues Toulouse et Bourgogne.
Des propositions cachetées pour l'achat de la carte de Vestiaire seront reçues chez M. Dedieu, jusqu'au 1er janvier 1875.
Prix d'entrée - - - - - $2,00
16 déc au 23 jv—DMJ

Grand bal de pompiers paré et masqué,
Donné par la Compagnie
EAGLE Steam Fire Co. No 7,
A LA SALLE GRUNEWALD
SAMEDI, 19 décembre 1874,
Comité d'arrangements:
Sérénade dans les rues à 9 heures du matin.
A. Kallnazi, J. F. Stirken, T. McDonald,
H. Wax, C. Feely, Weinstone,
J. J. Barker, Wm. Kleagler,
Prix d'entrée..... $2,00
Billets d'invitations pour dames devront être retirés, au dépôt de la compagnie ou par un des membres du comité.
12 déc—

AVIS D'ASSURANCE.
Bureau de Louisiana Equitable Life Insurance Co., Nouvelle-Orléans, 3 décembre 1874.
(Extrait du compte rendu des délibérations de la direction.)
Il est décidé à l'unanimité, que les polices, annexes, de cette compagnie aux noms des personnes qui ont été tuées le 14 septembre 1874, soient payés.
WILLIAM HENDERSON,
16 déc—1m. secrétaire.

Bureau du Carondelet Canal & Navigation Company.—Nouvelle Orléans, 16 décembre 1874.—L'élection pour les trente directeurs de cette Compagnie, pour l'année suivante, aura lieu LUNDI, au bureau de la Compagnie, rue Carondelet, de 10 heures a. M. à 2 heures P. M.
EMILE BOURNY,
16 déc—14 77 d—10 17 janv Secrétaire.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Delta.—Nlle Orléans, 12 décembre 1874.—Par ordre de la direction des directeurs, il a été résolu à l'unanimité que l'assemblée générale annuelle de cette compagnie, pour l'année qui suit commencera le premier lundi de février prochain.
W. R. BROWN, Trésorier.
14 déc—1m

Bureau de la Compagnie de chemin de fer de la Nlle-Orléans et du Lac Pontchartrain, Nouvelle-Orléans, 4 décembre 1874.—L'élection pour les directeurs de cette Compagnie, pour l'année suivante, conformément à la loi, se fera LUNDI, 4 janvier 1875, de 10 heures du matin à midi, au bureau de la Compagnie, No 17 de la rue Baronne.
P. McBRIDE, Secrétaire.
4déc—1m

Bureau de la Compagnie de chemin de fer de Jefferson et du Lac Pontchartrain.—Nouvelle-Orléans, 4 décembre 1874.—L'élection annuelle de directeurs de cette compagnie, pour l'année suivante, conformément à la loi, se fera, LUNDI, 4 janvier 1875, de 10 heures du matin à midi, au bureau de la compagnie, No 17 de la rue Baronne.
P. McBRIDE, Secrétaire.
4déc—1m

Bureau de la Société de crédit Foncier de la Nouvelle-Orléans, No 61 rue Decatur.—Nouvelle Orléans, 1 décembre 1874.—Le 19 novembre 1874, à une réunion générale des actionnaires de cette société, M. A. Fernandez a été élu président et M. Alfred Daniel secrétaire.
A. SAULIET,
22 nov—1m—2f p cent Secrétaire.

Bureau de New Orleans City Railroad Company.—No 124 rue du Canal—Nouvelle-Orléans, 9 décembre 1874.—A une assemblée générale des actionnaires de cette Compagnie, tenue aujourd'hui, il a été résolu à l'unanimité que le bureau de la Compagnie, pour l'année suivante, soit ouvert à l'appui du premier lundi de janvier prochain, de 10 heures a. m. à 2 heures p. m.
10 déc—1m
CHAS. L. C. DUPUY, Président.
Calender.

Banque Nationale de l'Etat.
BRANCHE DE DÉPÔT.
Angle des rues Royale et Conti.
LOUIS A. WILTZ, Directeur,
EUGÈNE TOURNÉ, Teneur de livres,
A. WAGATHA, JR., Payeur.
1 déc—3f

LIFE ASSOCIATION OF AMERICA

Bureau général, St Louis, Mo.

Président..... H. W. HOUGH.
Secrétaire..... JOSEPH T. RUTH.
Greffier..... EDWIN W. BRYANT.

Actif le 1er janvier 1874..... $3,119,537.

Les taux en sont aussi bas et aussi équitables que ceux d'aucune autre compagnie.

Le PLAN DE DIVIDENDE A L'AVANCE simplifie le contrat de police en donnant une augmentation d'assurance de vingt-cinq pour cent pendant les cinq premières années au lieu de toutes les autres manières d'appliquer le surplus pour ce laps de temps.

Par le système d'ASSURANCE COMPLETE CONTINUE une police a force après cessation de paiement de prime, aussi longtemps que ne le leur le remettra—avec le droit de renouveller immédiat dans les sa première mise.

Le système d'assurance à terme, à taux modifiés, répond aux besoins des hommes d'affaires désirant avoir une autre forme d'assurance.

Le système d'ORGANISATION DE DÉPARTEMENTS dans les Etats où la compagnie fait des opérations, ne prive pas ces sections de capitaux, mais place le montant net des primes parmi ceux qui les paient.

La Société se fait INTÉRÊT LOCAL partout où elle est établie, non seulement par le placement des primes, mais encore par les Directeurs de département choisis parmi les notables de la communauté et les plus influents parmi eux-mêmes. Ces derniers ont ainsi l'assurance de transactions honorables avec la Compagnie et de l'établissement permanent d'un bureau de placement des primes, &c., en avantages, que la Compagnie seule offre, sont gratuits par sa charte.

DÉPARTEMENT DE LA LOUISIANE.
Bureau No 198 de la rue Gravier,
Nlle-Orléans.

Président, ORN. J. B. HOOD.
Premier Vice Président, L. P. GENERES.
Second Vice Président, H. V. ORDEN.
Avocat, R. L. GIBSON.
Secrétaire, SAMUEL FLOWER.

DIRECTEURS.

M. Musson,	W. S. Pike,
R. M. Walmsley,	John Claiborne,
Thomas H. Hunt,	R. Pritchard,
Joseph Bowling,	Jules Varlan,
Henry V. Ogden,	John Williams,
Isaac J. Scherff,	Jules A. Blanc,
Agent général, Genl. B. B. SIMMES,	

On demande de bons agents. 14 nov—1m

JAYME MAGI,

IMPORTATEUR DE CIGARES DE LA HAVANE.
Coin sud des rues Commune et St-Charles.

Un très grand assortiment de véritables cigares importés, des mar